

**FR**

|  |  |
| --- | --- |
| **COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 23/2019** | **13 mai 2019** |

**Des candidats des principaux partis en lice
pour les élections au Parlement européen
proposent de réformer les institutions de l’UE
et de réserver un rôle plus important à la société civile**

**Des candidats des principaux partis en lice pour les élections au Parlement européen (PE) ont participé le 10 mai dernier à une table ronde organisée à Madrid par le Comité économique et social européen (CESE), lors de laquelle ils se sont déclarés partisans d’une réforme des institutions de l’Union européenne qui permettrait, notamment, de renforcer le rôle de la société civile organisée dans la construction européenne.**

Les élections au Parlement européen prévues le 26 mai auront lieu à un moment où la montée du populisme sous ses différentes formes vient s’ajouter aux défis internes et externes qui continuent de planer sur le projet européen, le soumettant à une pression accrue. Des candidats des principaux partis nationaux (Partido popular, PSOE, Unidas Podemos Cambiar Europa et Ciudadanos) et des membres du Comité économique et social ont participé à différentes tables rondes organisées par le CESE au siège de la représentation de la Commission européenne en Espagne sous le titre «Renforçons la démocratie en approfondissant le construction européenne», afin d’étudier quelles sont les politiques nécessaires à la construction d’une Europe plus forte, capable de garantir un avenir placé sous le signe du progrès économique et de la justice sociale.

**Soraya Rodríguez**, candidate de Ciudadanos au élections du Parlement européen, a insisté sur la nécessité de réformer les procédures législatives en les simplifiant et en réduisant les formalités administratives. Elle a également préconisé l’abrogation de la règle de l’unanimité pour les décisions importantes, et son remplacement par celle de la majorité, ainsi qu’une réforme fiscale, nécessaire au niveau européen. Pour ce qui est de la politique sociale, elle a défendu l’idée d’une assurance chômage européenne et plaidé pour le lancement de nouveaux projets en vue de lutter contre le chômage des jeunes.

**Patricia Caro**, candidate de Unidas Podemos Cambiar Europa aux élections européennes, a quant à elle critiqué le système actuellement en vigueur en Europe et a appelé à une plus grande participation des citoyens dans toutes les institutions européennes, ainsi que la fin des politiques d’austérité.

**Lina Galvez**, la numéro 3 de la liste du PSOE pour les élections européennes, a préconisé de revoir, au plan institutionnel, la conception de l’euro qui lui semble être actuellement «asymétrique» et «préjudiciable à certains pays, dont l’Espagne». Elle a également souligné que l’Europe connaissait une situation économique très difficile, toujours marquée par un sérieux problème de dette et d’importants déséquilibres territoriaux au sein de l’Union. Elle a aussi pointé l’augmentation des inégalités entre les citoyens et plaidé pour une répartition plus équitable des avantages découlant de la rupture technologique. Elle a en outre expliqué, qu’à son avis, les tendances néofascistes sont apparues à la suite de la crise économique européenne, qui a entraîné une désaffection.

**Antonio López-Istúriz** a appelé, au nom du Partido Popular, à minimiser les effets de la crise et à mettre en parallèle politique sociale et création d’emplois. Il a également évoqué le nationalisme, la quatrième révolution industrielle et les défis auxquels la société européenne est confrontée.

Le débat entre les candidats des principaux partis politiques a été précédé d’une table ronde à laquelle ont assisté les membres espagnols du CESE: **Miguel Ángel Cabra de Luna**, représentant la Confédération espagnole des entreprises de l’économie sociale (CEPES), **Patricia Círez**, de la Confédération espagnole des organisations d’employeurs (CEOE), **Jean Mendoza**, de l’Union générale des travailleurs (UGT), et **José Antonio Moreno**, des Commissions ouvrières CCOO). En plus de présenter la contribution du Comité économique et social européen en tant que représentant de la société civile organisée en Europe, les membres espagnols du CESE ont abordé des questions telles que l’immigration, le chômage des jeunes, les modèles économiques et d’emploi actuels et leur évolution, la montée du populisme, le Brexit ou encore le changement climatique.

**Pour de plus amples informations, veuillez contacter:**

Service de presse du CESE – David Gippini Fournier
+32 25469276

david.gippinifournier@eesc.europa.eu

**@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: L’Europe au travail](https://www.eesc.europa.eu/fr/node/62281)

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l'Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu'ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l'Union européenne.*

Si vous ne souhaitez pas recevoir ces notifications, veuillez envoyer un courriel à l’adresse suivante:  press@eesc.europa.eu.